

Afghanistan : l'Otan peut-elle gagner cette guerre ?

Les alliés de l'Otan ont décidé de renforcer leurs effectifs, actuellement de 47.000 hommes, dans le pays. La France prend une part active dans ce redéploiement militaire — envoi de 700 soldats supplémentaires, soit 3.000 hommes en tout — qui se veut plus offensif pour « battre les terroristes » et permettre à l'État afghan d'œuvrer à la reconstruction du pays.

Oui : Étienne de Durand

« L'Occident doit créer les conditions d'un compromis »

L'Afghanistan est une région cruciale pour la stabilité et la sécurité internationale et il ne faut pas sous-estimer la menace que représente toujours la nébuleuse d'Al-Qaïda. Un statu quo, voire pire un retrait, signerait de fait une victoire d'Al-Qaïda — et une défaite de l'Occident — qui aurait un grand retentissement dans le monde musulman, et des conséquences très dangereuses au Pakistan, pays doté de l'arme nucléaire. L'Alliance atlantique n'a donc pas le choix : elle doit poursuivre sa mission et renforcer ses moyens. Beaucoup reste à faire : mieux coordonner les différents acteurs sur le terrain ; alléger les procédures qui régissent l'aide ; assurer la sécurité des transports ; former des cadres locaux et, surtout, redonner un sens et une vision claire à l'intervention sous mandat de l'ONU, qui ont été largement brouillés par l'intervention américaine en Irak. Il faut, dans les discours, revoir à la baisse nos ambitions : il ne s'agit plus d'installer une démocratie moderne mais bien de développer les infrastructures et de conforter l'État afghan, en accélérant la reconstitution de l'armée et de la police nationales. Des progrès ont été faits, notamment sur le terrain militaire : l'armée afghane se bat et se bat bien... mais dans ce pays détruit par trente années de guerre, seule la force armée peut aujourd'hui établir des rapports de force permettant d'ouvrir la voie au compromis, notamment avec certains insurgés locaux. Le retour à la paix sera un processus long,



Étienne de Durand, directeur des études de sécurité à l'Ifri (Institut français des relations internationales).

douloureux, comme c'est d'ailleurs toujours le cas (Kosovo...). Ce ne sera pas une « victoire » au sens militaire, mais un succès politique partiel, bâti dans la durée.



Non : Karim Pakzad

« L'Otan n'est pas organisée pour mener une guerre contre une insurrection »

L'option purement militaire, comme c'est le cas actuellement, est vouée à l'échec. La situation ne cesse de se dégrader et le gouvernement central n'est pas en mesure d'assurer la sécurité, hors de Kaboul, sinon par le biais des seigneurs locaux, associés au pouvoir, ou par des forces étrangères. Cette situation n'est pas tenable longtemps. Cet échec peut s'expliquer par trois facteurs. Primo, l'Otan n'est pas organisée pour mener une guerre contre une insurrection, surtout en Afghanistan. Deuzio, le volet économique et social a été dramatiquement sacrifié au profit du dispositif militaire. L'armée américaine dépense chaque mois 3 milliards de dollars alors que le total de l'aide civile et humanitaire dépasse à peine



Karim Pakzad, chercheur associé à l'Iris (Institut des relations internationales et stratégiques).

200 millions. Non seulement les Afghans ne profitent guère des fruits de l'intervention étrangère, mais la coalition a laissé se développer les cultures de pavots, fortement criminogènes. Tertio, c'est une erreur d'associer systématiquement les talibans à Al-Qaïda, comme étant l'ennemi à détruire. Loin de constituer un groupe politique homogène, ils font partie de la réalité ethnique d'un pays où toute solution politique passe nécessairement par un partage ethnique du pouvoir. L'ONU, l'Otan et le gouvernement Karzai tentent d'ailleurs de négocier avec certaines fractions talibanes. Le président Sarkozy a évoqué, à Bucarest, une « nouvelle approche » de la question afghane. Je redoute que ces propos restent sans effets. Mais il est clair que la coalition ne pourra jamais pacifier le pays sans un changement radical de politique, en renforçant notamment les autorités afghanes et en impliquant davantage ses voisins dans la recherche d'une solution.

Puissants impuissants

Une fois de plus, ce petit pays d'à peine 20 millions d'habitants, l'un des plus pauvres de la planète, met en échec une grande puissance. L'Occident, qui n'a jamais été aussi fort sur le papier, se montre finalement incapable d'assumer avec efficacité, malgré les milliards de dollars déversés, le rôle de gendarme du monde sous la bannière de l'Amérique, qu'il s'est pourtant lui-même attribué. Même les États-Unis, qui ont toujours proclamé être capables de mener deux guerres à la fois, ne cachent plus leur désarroi. C'est en cela que la crise afghane est exemplaire : elle souligne la faillite des modalités d'intervention, l'inefficacité des procédures de distribution de l'aide, le manque total de clairvoyance politique. Et justifier l'envoi de troupes au nom de la lutte contre Al-Qaïda — dont

l'influence dans le pays s'est considérablement affaiblie — est sans doute un peu court pour masquer l'échec patent de la reconstruction du pays et de la consolidation de l'État, objectifs pourtant clairement affichés lors de la création de la force multinationale (Isaf) en 2001. « La guerre contre le terrorisme est une imposture, on ne peut faire la guerre à ce qui est clandestin », souligne l'expert Gérard Chalian. La réalité, c'est que l'Otan combat les talibans car leur victoire sonnerait la défaite de l'Occident. Un scénario inacceptable, comme l'a rappelé le président de la République, même s'il ressemble étrangement à la mécanique infernale du Vietnam. En attendant, le paysan afghan cultive son champ de pavots, faute de l'aide promise.

ÉRIC BENHAMOU ■

Votre @vis

Votez sur ce débat

Sur le Web : latribune.fr

Par SMS : envoyez

Tribune oui ou Tribune non
au 61716 (0,35 euro par envoi
+ le coût du SMS)

Adressez vos commentaires

Sur le Web : latribune.fr

Par courriel :

vsepond@latribune.fr

ebenhamou@latribune.fr